

**Communiqué du Bureau National de l'UPF du 17 octobre 2020**

*Voici dans son intégralité le communiqué du Bureau National de l'UPF concernant **la décapitation d'un enseignant d'Histoire en région parisienne***

□ :

L'horreur absolue et inconcevable !

Hier, en fin d'après-midi, en pleine rue et en plein jour, un professeur d'Histoire a été **DÉCAPITÉ** à Conflans-Sainte-Honorine (78) !

En 2020, en France, sur le sol de la République, un professeur a pu être attaqué de la manière la plus lâche et la plus abjecte pour avoir montré les caricatures du Prophète Mahomet en cours d'EMC (Enseignement Moral et Civique).

Comment de tels actes ont-ils pu être perpétrés à l'égard d'un enseignant qui, loin de provoquer, avait même permis aux élèves de confession musulmane de sortir du cours s'ils le souhaitaient ?

Depuis une semaine, selon le témoignage d'une collègue du professeur assassiné, ce dernier subissait des pressions et des menaces de la part de parents d'élèves, outrés par le fait qu'il ait pu présenter en classe les caricatures en question.

Et, alors qu'il avait signalé ces faits à sa hiérarchie, celle-ci a demandé au professeur de ne pas «faire de vagues». Les conséquences de ce manque de courage en sont terribles et sans retour possible !

Nous dénonçons avec force ces parents d'élèves qui ont attisé la haine par logique tribale et communautariste mais aussi ces collègues qui ont laissé seul ce professeur face à l'obscurantisme. Toutes ces personnes devraient répondre de leurs actes devant la justice !

Ainsi, un professeur a été froidement assassiné en France pour avoir fait son travail et osé enseigner la liberté de la presse et la liberté d'expression.

C'est une attaque pleine de symboles, trois semaines après celle au hachoir perpétrée devant les anciens locaux de Charlie Hebdo (lire [réflexions gaullistes CC, 26/09](#))...

Sont visés ceux qui éduquent (le corps enseignant) après ceux qui font réfléchir (les journalistes) ; après la liberté d'expression, c'est la liberté de l'enseignement qui a été visée.

En plein débat sur la loi sur le séparatisme (lire [billet UPF, 3/10](#)), cette agression pose la question de l'enseignement des libertés dans les collèges de banlieue et la percée du fondamentalisme musulman dans l'école de la République.

La liberté d'expression est un pilier de notre démocratie et les caricatures sont l'essence même

de notre République. Aucune excuse, aucune indulgence, aucun «mais» ne doit être trouvé. La liberté d'expression n'est pas aménageable !

Depuis 2015, ces caricatures font désormais partie de l'Histoire de notre pays et ne sauraient être passées sous silence sous prétexte que des islamistes radicaux, qui combattent nos valeurs occidentales, seraient choqués.

Un professeur est mort pour avoir défendu... nos valeurs contre le fanatisme.

Rien que pour lui, ayons le courage de continuer à écrire, lire, penser, réfléchir. Faisons bloc et n'ayons aucune lâcheté !

Nos valeurs démocratiques sont en grand danger. Notre société se meurt dans la plus grande indifférence.

Mais, en ce qui concerne les gaullistes, nous ne céderons rien à la barbarie islamiste !